

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2688

[2007/202071]

**14 JUIN 2007. — Décret modifiant le décret du 10 avril 2003
relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci. Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Le Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation (*Journal officiel* L10 du 13 janvier 2001, pp. 20-29) est applicable à la matière réglée par le présent décret.

Art. 2. L'article 2 du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° "entreprise" : toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique;

2° "petite ou moyenne entreprise" : la petite ou moyenne entreprise telle que définie par les articles 1^{er} et suivants de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, à l'exception des associations sans but lucratif;

3° "travailleurs" : les travailleurs occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges de la petite ou moyenne entreprise, l'effectif total de la petite ou moyenne entreprise étant calculé par référence au dernier exercice comptable clôturé conformément aux articles 4 à 6 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises;

4° "chiffre d'affaires annuel" : celui afférent au dernier exercice clôturé de douze mois précédant l'introduction de la demande d'octroi de la subvention et calculé selon les modalités visées aux articles 4 à 6 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises;

5° "total du bilan annuel" : le total figurant au bilan afférent au dernier exercice clôturé de douze mois précédant l'introduction de la demande d'octroi de la subvention et calculé selon les modalités visées aux articles 4 à 6 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises;

6° "formation" : processus structuré d'acquisition et d'accumulation de connaissances, de savoir et/ou de compétences dans un domaine ou sous-domaine déterminé;

7° "heures de formation" : les heures de formation prestées par le personnel engagé sous contrat de travail par un opérateur de formation agréé ou par des formateurs vacataires ou des formateurs liés par contrat d'entreprise;

8° "siège d'activités" : lieu disposant de moyens humains affectés en permanence et où se déroulent des activités récurrentes en rapport avec l'objet social et le secteur d'activité de l'entreprise;

9° "travailleur peu qualifié" : tout travailleur sans diplôme ni brevet de l'enseignement secondaire supérieur;

10° "tutorat" : formation dispensée par un travailleur ou par un gérant indépendant à titre principal d'une entreprise, âgé de quarante-cinq ans ou plus, en vue de transférer des compétences à des travailleurs recrutés par l'entreprise.

§ 2. Le Gouvernement peut préciser ou adapter les définitions visées au § 1^{er}, 1° à 5°, du présent article, ainsi que toutes les dispositions s'y référant explicitement, pour assurer la conformité du présent décret aux articles 87 et suivants du Traité instituant la Communauté européenne ainsi qu'aux normes dérivées du droit communautaire. »

Art. 3. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Pour bénéficier des chèques-formation, la petite ou moyenne entreprise doit avoir au moins un siège d'activités en région de langue française.

Les petites et moyennes entreprises agréées en tant qu'opérateurs de formation ne peuvent bénéficier des chèques-formation pour la formation de leur propre personnel à la discipline qu'ils enseignent que pour autant qu'ils confient cette formation à des tiers. »

Art. 4. L'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret est supprimé.

Art. 5. L'article 14 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Peut bénéficier du crédit-adaptation toute entreprise, à l'exception des associations sans but lucratif, qui a au moins un siège d'activités en région de langue française. »

Art. 6. Les §§ 1^{er} et 2 de l'article 16 du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Dans le respect des conditions fixées à l'article 14, le Gouvernement peut octroyer un crédit-adaptation de :

1^o 9 euros par heure de formation et par travailleur, s'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise;

2^o 6 euros par heure de formation et par travailleur pour toutes les autres entreprises.

§ 2. Le crédit-adaptation visé au § 1^{er} est porté respectivement à 10 ou 7 euros, si le siège d'exploitation de l'entreprise concernée par la formation est situé dans des régions pouvant bénéficier d'aides régionales conformément à l'article 87, § 3, points a et c, du traité CE. »

Art. 7. A l'article 16 du même décret, un § 2bis est ajouté :

« § 2bis. Par dérogation à ce qui précède, dans le cadre du tutorat :

a) la subvention est de 10 euros par heure de formation pour toutes les entreprises, qu'il s'agisse ou non d'une petite ou moyenne entreprise;

b) et, lorsque le public des travailleurs est peu qualifié, l'intervention est augmentée de 1 euro par heure de formation. »

Art. 8. L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. La formation qualifiante peut être dispensée sous la forme du tutorat.

Le Gouvernement détermine les modalités particulières relatives à la formation dans le cadre du tutorat.

Par dérogation à l'article 16, § 4, la durée des formations dans le cadre du tutorat peut atteindre, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, un maximum de trois cents heures par travailleur formé.

Par dérogation à l'article 17, § 1^{er}, la formation dans le cadre du tutorat peut être une formation individuelle. »

Art. 9. L'article 28, alinéa 2, du même décret est abrogé.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 9 qui produit ses effets le 31 décembre 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 juin 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) Session 2006-2007.

Documents du Parlement wallon, 587 (2006-2007), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 13 juin 2007.

Discussion - Votes.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2688

[2007/202071]

14 JUNI 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet. Het is toepasselijk op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

Verordening (EG) nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op opleidingssteun (*EG Publicatieblad* L10 van 13 januari 2001, pp. 20-29) is toepasselijk op de bij dit decreet geregelde materie.

Art. 2. Artikel 2 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "onderneming" : elke entiteit, ongeacht de rechtsvorm ervan, die een economische activiteit uitoefent;

2° "kleine of middelgrote onderneming" : kleine of middelgrote onderneming zoals omschreven in de artikelen 1 en volgende van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen, met uitzondering van de verenigingen zonder winstoogmerk;

3° "werknemers" : werknemers tewerkgesteld op grond van een arbeidsovereenkomst in het geheel van de zetels van de kleine en middelgrote onderneming, waarbij het totaalbestand van de kleine of middelgrote onderneming met verwijzing naar het laatste afgesloten boekjaar berekend wordt overeenkomstig de artikelen 4 tot 6 van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen;

4° "jaarlijks omzetcijfer" : omzetcijfer betreffende het laatste afgesloten boekjaar van twaalf maanden voorafgaand aan de indiening van de aanvraag tot subsidietoekenning en berekend volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen 4 tot 6 van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen;

5° "totaal van de jaarlijkse balans" : totaal dat vermeld staat in de balans betreffende het laatste afgesloten boekjaar van twaalf maanden voorafgaand aan de indiening van de aanvraag tot subsidietoekenning en berekend volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen 4 tot 6 van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen;

6° "vorming" : gestructureerd proces inzake het verwerven en opslaan van kennis, wetenschap en/of vaardigheden in een welbepaalde domein of subdomein;

7° "vormingsuren" : de vormingsuren gepresteerd door het personeel tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst door een erkende vormingsoperator of hulpvormers of vormers gebonden door een ondernemingsovereenkomst;

8° "bedrijfszetel" : plaats die beschikt over permanent aangestelde menselijke middelen en waar recurrente activiteiten plaatsvinden i.v.m. het maatschappelijk doel en de activiteitssector van de onderneming;

9° "weinig gekwalificeerde werknemer" : elke werknemer zonder diploma of brevet van het hoger secundair onderwijs;

10° "peterschap" : opleiding gegeven door een werknemer of een zelfstandige bedrijfsleider die vijfenveertig jaar oud is of ouder, om vaardigheden over te dragen aan werknemers in dienst genomen door de onderneming.

§ 2. De definities bedoeld in § 1, 1° tot 5°, alsook alle bepalingen die er uitdrukkelijk betrekking op hebben, kunnen door de Regering nader bepaald of aangepast worden opdat dit decreet kan voldoen aan de artikelen 87 en volgende van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap, alsmede aan de normen die uit het communautaire recht voortvloeien. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Om voor opleidingscheques in aanmerking te komen beschikt de kleine of middelgrote onderneming over minstens één bedrijfszetel in het Franstalige taalgebied.

De kleine en middelgrote ondernemingen die als vormingsoperator erkend zijn, kunnen voor opleidingscheques in aanmerking komen voor de vorming van hun eigen personeel in het vak dat ze onderwijzen voor zover ze die vorming aan derden toevertrouwen. »

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid, 2°, geschrapt.

Art. 5. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Behalve verenigingen zonder winstoogmerk kan elke onderneming waarvan minstens één bedrijfszetel in het Franstalige taalgebied gevestigd is, in aanmerking komen voor het aanpassingskrediet. »

Art. 6. De §§ 1 en 2 van artikel 16 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« § 1. De Regering kan, met inachtneming van de voorwaarden die vastliggen in artikel 14, de volgende aanpassingskredieten toekennen :

1° 9 euro per vormingsuur en per werknemer voor een kleine of middelgrote onderneming;

2° 6 euro per vormingsuur en per werknemer voor alle andere ondernemingen.

§ 2. Het aanpassingskrediet bedoeld in paragraaf 1 wordt verhoogd tot respectievelijk 10 of 7 euro als de bedrijfszetel van de bij de vorming betrokken onderneming gevestigd is in regio's die voor regionale steun in aanmerking kunnen komen overeenkomstig artikel 87, § 3, a en c, van het EG-Verdrag. »

Art. 7. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 2bis :

« § 2bis. In afwijking van wat voorafgaat en in het kader van het peterschap :

a) bedraagt de toelage 10 euro per vormingsuur voor alle ondernemingen, ongeacht of het al dan niet om een kleine of middelgrote onderneming gaat;

b) en, als het om weinig gekwalificeerde werknemers gaat, wordt de tegemoetkoming met 1 euro per vormingsuur verhoogd. »

Art. 8. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. De kwalificerende opleiding kan verstrekt worden in de vorm van een peterschap.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de opleiding in het kader van een peterschap.

In afwijking van artikel 16, § 4, kan de duur van de opleidingen in het kader van het peterschap volgens de modaliteiten bepaald door de Regering maximum driehonderd uur per opgeleide werknemer bereiken.

In afwijking van artikel 17, § 1, kan de opleiding in het kader van het peterschap een individuele opleiding zijn. »

Art. 9. Artikel 28, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 9, dat in werking treedt op 31 december 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 juni 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 587 (2006-2007), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juni 2007.

Bespreking - Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2689

[2007/202070]

14 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 10, 14, 15, 24 et 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 2003;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné dans l'urgence le 22 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 février 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 février 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.149/4, donné le 29 mai 2007, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret relatif au budget de l'année 2007 a été adopté le 21 décembre 2006;

Que ce budget augmente le budget destiné au subventionnement des entreprises de travail adapté;

Que des adaptations essentiellement techniques de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 sont nécessaires pour pouvoir fixer le nombre global de personnes handicapées subsidiées pour l'ensemble des entreprises de travail adapté;